

**PARTICIPATION DES ONG AUX TRAVAUX DU COMITE DU COMMERCE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT EN QUALITE D'OBSERVATEURS**

**Document présenté par les Etats-Unis**

1. Les Etats-Unis estiment qu'il est essentiel que le Comité du commerce et de l'environnement maintienne un haut niveau de crédibilité dans l'ensemble de ses travaux. Il est donc important que celui-ci inclue dès le départ de réels principes de transparence dans ses procédures. Il conviendrait notamment de permettre aux organisations non gouvernementales intéressées<sup>1</sup> (ONG) dont les travaux ont un rapport avec ceux du Comité d'assister à ses débats en qualité d'observateurs.

2. La majeure partie des nations qui ont signé l'Accord sur l'OMC ont déjà reconnu le rôle important et constructif que les ONG pouvaient jouer en permettant d'assurer une transparence de cette nature dans d'autres contextes.

- L'article 71 de la Charte des Nations Unies a dès le départ établi la légitimité de la présence des ONG dans les activités internationales. Dans le cadre d'Action 21, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement s'est inspirée de la Directive initiale de la Charte. Au chapitre 27, il est instamment demandé aux signataires de renforcer le rôle des ONG et de les inviter à prendre part à l'élaboration des politiques et à la mise en oeuvre des programmes de développement.
- Au chapitre 38 d'Action 21, toutes les organisations intergouvernementales ont été invitées à concevoir des moyens ouverts et efficaces de coopération et d'interaction avec les ONG. Il a été pris note de l'importance du travail de ces organisations dans la mise en oeuvre d'Action 21 et les signataires sont convenus que les ONG devraient avoir accès à tous les rapports et à toutes les informations des Nations Unies.
- De même, l'Acte final du Cycle d'Uruguay reconnaît la valeur et la légitimité des consultations et de la coopération avec les ONG à l'article V:2, en vertu duquel le Conseil général peut conclure des arrangements appropriés aux fins de consultations et de coopération avec les ONG pertinentes.

3. Les ONG suivent les travaux des Nations Unies et d'autres organisations internationales en qualité d'observateurs depuis de nombreuses années. Un grand nombre d'organisations du système des Nations Unies (dont le PNUE, le PNUD, la CEE/ONU et d'autres organisations) ont pris des mesures proactives concernant la participation des ONG.

- La directive actuelle de la Banque mondiale sur la divulgation des informations crée une présomption en faveur de la divulgation, en dehors et à l'intérieur de la Banque,

---

<sup>1</sup>Ces organisations non gouvernementales comprendraient notamment des groupes représentant des intérêts dans le domaine de l'environnement, du développement et des affaires.

en l'absence d'une raison convaincante de ne pas divulguer. Cette directive a également institué un groupe d'inspection chargé de veiller à ce que les règles de la Banque soient respectées. L'expérience de la Banque mondiale montre que la tenue de vastes consultations extérieures permet d'améliorer la qualité de ses activités.

- Par ailleurs, le Conseil économique et social (ECOSOC) a, dès les premières années d'existence de l'ONU, accordé le statut d'observateur aux ONG. De même, les ONG assistent, en qualité d'observateurs, aux travaux d'un grand nombre d'organisations du système des Nations Unies, comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Commission du développement durable.

4. D'autres organismes internationaux ont aussi accordé le statut d'observateur à des ONG et les ont autorisées, dans certains cas, à participer à leurs travaux suivant une approche plus structurée. A l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par exemple, les apports sont canalisés par des "groupes consultatifs", qui représentent des intérêts spécifiques. En 1962, l'OCDE a créé le Comité consultatif économique et industriel (BIAC) et la Commission syndicale consultative (TUAC). Ces groupes jouissent du statut consultatif auprès du Secrétariat et se réunissent chaque année avec la présidence de la Conférence ministérielle et avec le Secrétaire général. De l'avis de certains observateurs, une approche ainsi structurée permet un apport productif et créateur tout en préservant l'articulation par pays de l'organisation.

5. Il est utile et approprié que les ONG suivent en qualité d'observateurs les activités du Comité du commerce et de l'environnement, car ses travaux touchent directement des questions qui présentent un large intérêt et qui susciteront beaucoup d'attention de la part du public. Les domaines d'activité portent sur des questions complexes et sensibles qui nécessitent une analyse et des informations suivies. En ce qui concerne l'environnement, les organisations non gouvernementales ont joué un rôle particulièrement utile en fournissant et en diffusant des informations et des connaissances spécialisées. De nombreuses ONG sont actives dans des instances internationales depuis des décennies et ont consacré beaucoup d'enthousiasme, de talent et d'argent à former les législateurs aux questions touchant à la protection de l'environnement. Leur action a consisté dans une large mesure à identifier et étudier les problèmes d'environnement de manière élaborée et à fournir une aide appréciable aux organismes gouvernementaux chargés de déterminer l'action à engager dans les domaines pertinents.

6. Un grand nombre de nations ont formulé des réserves au sujet du statut d'observateur des ONG, dont le nombre risque de poser des problèmes pratiques ou dont la présence peut avoir pour effet de perturber les travaux. Les Etats-Unis tiennent eux aussi à souligner que le fait d'autoriser les ONG à assister aux travaux du Comité du commerce et de l'environnement en qualité d'observateurs ne doit pas entraver le bon fonctionnement de cet organe. On peut toutefois répondre à ces préoccupations en trouvant des moyens appropriés à la fonction du Comité. Par exemple, il serait possible de prévoir un nombre limité de sièges tout en tenant dûment compte de la nécessité d'assurer l'équilibre et la diversité. Une communication productive pourrait être établie dans le cadre de procédures logistiques pratiques.

7. Le Comité du commerce et de l'environnement devrait étudier des méthodes permettant de structurer le statut d'observateur des ONG. Sur la base de l'expérience des autres organisations internationales, une structure appropriée pourrait être mise au point, qui offrirait une ouverture suffisante sans compromettre le dialogue de pays à pays au sein du Comité ou entraver des délibérations productives.

8. Le Comité du commerce et de l'environnement pourrait aussi envisager de définir le rôle des ONG en élaborant des directives claires sur les circonstances dans lesquelles le statut d'observateur serait approprié. Il existe des raisons pratiques de limiter l'accès des ONG à certaines séances du

Comité. Aucune institution ne pourrait mener ses travaux efficacement si chaque réunion était ouverte à une discussion publique. Les objectifs et besoins spécifiques des négociations auraient par exemple pour effet d'exclure la présence d'observateurs d'organisations non gouvernementales pour certains aspects du processus de négociation. Pour la plupart des réunions, toutefois, les informations pouvaient être divulguées sans problème.

9. Le manque de transparence des débats perpétue l'image de "forteresse" du GATT et diminue la confiance du public dans les travaux de l'OMC et le soutien qu'il leur apporte. Cette image contribue à créer un malentendu et à nourrir des suspicions sur les processus de délibération du système commercial international. Il ne faudrait pas laisser l'isolement des débats compromettre les progrès de l'OMC, ni l'ouverture compromettre son efficacité. Il importe de reconnaître qu'une limitation excessive de la participation des organisations non gouvernementales peut entraver le flux d'idées et d'informations nécessaires pour élaborer des politiques bien fondées et, de ce fait, compliquer le calendrier de libéralisation du commerce dans les différents pays et ralentir les efforts engagés sur le plan international.

10. Les Etats-Unis sont convaincus que le Comité du commerce et de l'environnement peut et devrait tirer parti de l'échange qui s'instaurerait si l'on autorisait les ONG à assister à ses travaux en qualité d'observateurs. Si elle était bien structurée, cette pratique pourrait faire avancer les délibérations du groupe et faciliter un examen harmonieux et ouvert des questions complexes et délicates qui relèvent de son mandat.